Le MRP vous parle!

Nouvelle série N° 13

Juillet 1984

ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e — Téléphone : 296-02-20

Prix : 5 F.

DANS L'IMMENSE CORTEGE DU 24 JUIN

Jean COVILLE

Quel étonnant spectacle offrait Paris en ce 24 juin ! Dans de nombreuses rues pas une voiture ne circulait. Seulement des piétons, surmontés de banderoles, se rendant aux divers lieux de rassemblement. De là une immense foule partait vers la place de la Bastille. Mais souvent il fallait stopper car des hauts parleurs annonçaient que la fameuse place était tellement pleine qu'elle ne permettait pas de nouvelles arrivées. Il en fut ainsi de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

Je dois confesser que je n'ai pas effectué tout le parcours de Montparnasse à la Bastille car, les métros et les autobus ne fonctionnant plus dans cette zone, il fallait aussi prévoir le retour à pied

à son domicile. Mais je ne regrette pas les 5 heures passées à marcher ou à attendre. Quelle ferveur pleine de dignité dans cette foule !

Les gens de gauche semblent vexés de s'être laissés «voler», comme ils disent, le concept de liberté : ils devraient réfléchir un peu mieux aux motifs de ce «vol».

Qui est allié aux communistes, c'est à dire aux pires destructeurs de la liberté sur la planète ? Est ce la droite ou est ce la gauche ?

Qui nationalise de nombreux secteurs de l'activité, c'est-à-dire réduit l'espace de liberté des entreprises et des particuliers ? Est ce la droite ou est ce la gauche ?

Qui accapare l'information télévisée et veut réduire les possibilités de la presse écrite ? Est ce la droite ou est ce la gauche ?

Qui veut le monopole de l'enseignement d'Etat afin d'orienter les jeunes esprits vers le socialisme dès le plus jeune âge ? Est ce la droite et est ce la gauche ?

Le refus du monopole de l'enseignement d'Etat était le principal slogan scandé par la foule du 24 juin, qui reprenait sans cesse de nombreux chants sur des airs populaires, comme «Cadet Rousseau», «Frère Jacques» «Le Petit Quinquin» etc. . .

Nous en reproduisons quelques uns ci-après et notamment le plus superbe : «Je chante avec toi, liberté.»

Si des réfugiés polonais ou vietnamiens se trouvaient dans la

foule, ce chant devait leur serrer la gorge. Mais pourquoi aurait-il ému M. M. Marchais, Fiterman et leurs pareils ?

Il y a beaucoup de leçons à retenir de la manifestation du 24 juin.

La première et la plus importante est qu'il est possible de mobiliser les Français en très grand nombre pour la défense de la liberté. Deux millions de personnes sont venues de toute la France pour affirmer qu'elles ne veulent pas qu'on y touche.

Une autre leçon très remarquable était la conjonction des générations : des plus jeunes aux plus âgées. Ces jeunes et ces anciens au coude à coude : c'était un réconfortant spectacle.

Enfin une autre leçon ne peut être éludée, c'est le refus de la politique voulue et poursuivie avec obstination par le Gouvernement et sa majorité parlementaire.

Après le scrutin du 17 juin, qui a vu le parti qui dispose de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale recueillir seulement 20,5 % des voix des électeurs et la soit disant «majorité gouvernementale» tomber à 32 % de l'électorat, la manifestation du 24 juin témoigne du divorce entre les gouvernants et les gouvernés. Les gouvernants ont la Constitution pour eux, mais ils n'ont pas les Français. Tôt ou tard il devra en être tenu compte : aux dernières nouvelles, le Président de la République semble l'avoir compris, ce qui constitue un grand succès pour les «marcheurs du 24 juin».

SOMMAIRE

Page 1	: Dans l'immense cortège du 24 juin
Page 2	: Ecole d'état
Page 3	: Front national
Page 4	: François de Menthon 1900-1984
Page 5	: Les Amis de Georges Bidault
Page 6	: Le conseil d'Etat et 7
Page 8	: Les « Bons » et les « Mauvais »
Page 9	: Robert Cornilleau et 10
Page 11	: L'historien Emile Coornaert et 12
	Notes de lecture : «Premices et essor de la résistance», «La liberté guide mes pas», «Le M.R.P. dans le Nord et le Pas de Calais 1944-1967

**A TOUS LES MANIFESTANTS
BIENVENUE A PARIS
LE 24 JUIN 1984**

L'ECOLE LIBRE VIVRA !

Nous protestons contre les aspects
ambigus de la loi.

Nous voulons maintenir en France
les conditions d'un véritable pluralisme
scolaire.

Pays libre : école libre
liberté scolaire : volonté populaire
liberté oui : monopole non
résistance : espérance
fonds publics : nos impôts
Nous sommes dans la rue : ce n'est
qu'un début.
Ce n'est pas fini : on reviendra.

Sur l'air de « Cadet Rousselle »

«la liberté d'enseignement
la liberté de choix des parents
et celle aussi des enseignants
nous sommes pour la paix scolaire
nous ne voulons pas la guerre
ah oui, ah oui vraiment
nous ne pensons qu'à nos enfants».

Sur l'air de « Frère Jacques »

«J'aime l'école
mon école
et j'y tiens
laissez nous tranquilles
elle vivra.»

Je chante avec toi, liberté

Quand tu chantes, je chante avec toi,
liberté
Quand tu pleures, je pleure aussi ta peine
Quand tu trembles, je prie pour toi liberté
Dans la joie ou les larmes, je t'aime
Quand tu chantes, je chante avec toi,
liberté
et quand tu es absente, j'espère.
Qui es-tu ? religion ou bien réalité ?
Une idée de révolutionnaire ?
Moi je crois que tu es la seule vérité,
la noblesse de notre humanité.
Je comprends qu'on meure pour te
défendre,
Que l'on passe sa vie à t'attendre,
Quand tu chantes, je chante avec toi,
liberté.
Dans la joie ou les larmes, je t'aime.
Les chansons de l'espoir ont ton nom et
ta voix.
Le chemin de l'Histoire nous conduira
vers toi.

ECOLE D'ETAT

Les socialo-communistes veulent une
école d'Etat et rien d'autre. Quoi de
plus normal ?

Pour les marxistes l'Etat a tous les
droits et l'individu n'en a aucun. En
conséquence les parents n'ont pas le
droit de choisir pour leurs enfants une
éducation différente de celle imposée
par l'Etat.

Cette conception est totalement oppo-
sée à celle de la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme qui dispose
que : «les parents ont par priorité le
droit de choisir le genre d'éducation
à donner à leurs enfants.»

On comprend pourquoi le «lobby»
politico-syndical de l'Education Natio-
nale, dont la puissance était énorme
bien avant la prise du pouvoir par la
gauche en 1981, a réussi à bloquer
pendant si longtemps la ratification par
la France de la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme.

Pour le pays de la Déclaration des
Droits de 1789, quelle honte !

**UNE CERTAINE DROITE A
DU MAL A SE PLIER
AUX REGLES REPUBLICAINES**

Qui a dit cela ? Mr. Pierre Mauroy,
Premier Ministre, c'est à dire celui-là
même qui dirige un gouvernement com-
prenant quatre communistes, dont chacun
connait le mépris pour cette sorte de
règles, partout où ils ont pris le pouvoir.

Mr. Mauroy devrait relire l'histoire
de la paille et de la poutre.

**CONSEIL NATIONAL
POUR LA
LIBERTE DE LA PRESSE**

Le conseil National pour la liberté de
la presse (139, av. de Villiers 75017 Paris)
créé par Henri Amouroux, membre de
l'Institut, à l'annonce du projet de loi
Fillioud contre la liberté de la presse, a
obtenu un grand succès et de nombreux
appuis dans l'opinion française : 30.000
personnes ont adhéré à l'association, ce
qui montre l'importance que les Français
attachent à ce problème.

D'autres peuvent les rejoindre car on
ne sera jamais trop nombreux pour
défendre une telle liberté.

DIS MOI QUI TU HANTES ...

L'objectif de la gauche est toujours
le même : de plus en plus de pouvoir
à l'Etat, de moins en moins aux parti-
culiers. La limite est atteinte dans l'Etat
totalitaire où l'Etat est tout et l'individu
rien.

Mais des étapes sont nécessaires et
une des plus productives est l'école
unique d'Etat, qui permet d'orienter
les enfants vers le socialisme dès le
plus jeune âge.

Viendra ensuite le journal unique
d'Etat sous des formes variées : écrites
ou radio-télévisées, qui permet de «con-
ditionner» les citoyens dans le sens
voulu par l'Etat.

Puis ce sera le tour du syndicat uni-
que d'Etat, pour encadrer les salariés.

La dernière étape sera bien entendu le
parti unique d'Etat qui enserra le pays
tout entier dans un corset de fer.

Mais que diront les socialistes dits
«démocratiques» ? Quelques uns se
souviendront peut-être du vieil adage :
«dis moi qui tu hantes et je te dirai
qui tu es» et ils regretteront peut-être
d'avoir trop hanté les communistes,
mais il sera trop tard.

QUESTION

Le dialogue entre Yves Montand
et Lionel Jospin, rapporté par le «Nouvel
Observateur», était du plus haut inté-
rêt et parfois cocasse.

Mais après l'avoir lu on était conduit
à se poser une étrange question : «Qui
est le plus apte à l'analyse politique :
le chanteur ou le leader politique ?»

FONCTIONNAIRES

Que sont devenus les 200 000 fonc-
tionnaires recrutés en 1981 ? Où ont-ils
été affectés ?

BOYCOTTAGE

L'Union Soviétique boycotte les Jeux
Olympiques.

Qu'attendons nous pour boycotter
dans d'autres domaines ?

Elle ne manque pas de points faibles
et la devise «oeil pour oeil, dent pour
dent» est la seule qu'elle comprenne
sans effort.

L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Ont été élus :

Jean LECANUET, sénateur-maire de Rouen, président de l'U. D. F.

Pierre PFLIMLIN, ancien premier ministre, ancien maire de Strasbourg, vice-président sortant de l'Assemblée européenne.

Dominique BAUDIS, maire de Toulouse.

Nicole FONTAINE, ancienne déléguée générale de l'enseignement privé.

Pierre BERNARD-REYMOND, ancien Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Jacques MALLET, secrétaire national du C. D. S. pour les affaires européennes.

Jean-Pierre ABELIN, président des J.D.S. Conseiller général de la Vienne,

Tous membres du C.D.S.

Alfred COSTE-FLORET, président de la démocratie chrétienne française.

A ces amis très proches il faut associer tous les élus qui partagent nos aspirations à une société de liberté et de responsabilité et à la construction d'une Europe communautaire.

A tous nous adressons nos félicitations et nos vœux.

A tous nous promettons de suivre leurs travaux et leurs efforts avec la plus grande attention et d'en rendre compte dans ce bulletin.

DÉMOCRATIE BAFOUÉE

Quand un parti dispose à lui tout seul de la majorité absolue à l'Assemblée Nationale, alors qu'il ne représente plus que 20,5 % de l'électorat, quand la soit-disant majorité gouvernementale n'est plus soutenue que par 32% des électeurs, il est clair que la démocratie est bafouée.

Quelle dérision si la France se met à ressembler aux républiques dites «bananières» !

Quelle tristesse si elle prend le chemin des tyrannies qui sévissent à l'est de l'Europe !

LA CORRUPTION SE DEVELOPPE

Selon certaines informations, la corruption a tendance à se développer, dans le secteur public, comme dans le secteur privé.

Quoi d'étonnant quand certaines «valeurs» ne sont plus respectées, ni même enseignées à l'école.

FRONT NATIONAL

Le succès du Front National aux récentes élections a surpris par son ampleur. Celle-ci est due à plusieurs facteurs.

D'abord à une hostilité à l'égard des immigrés, qui correspond hélas au sentiment de beaucoup de nos concitoyens, surtout dans les villes ou les quartiers où ils sont très nombreux. Même si M^F Le Pen se défend de préconiser des mesures injustes ou brutales, certains de ses partisans ou de ses électeurs ignorent les nuances.

Mais ce motif ne peut suffire à expliquer l'ampleur du succès. Il y a aussi dans le programme du Front National un refus du laxisme ambiant, un appel à certaines valeurs morales et civiques, souvent oubliées ou méprisées de nos jours, mais qui ont encore, fort heureusement, la faveur d'un nombreux public.

Et il y a eu enfin dans la campagne de ce parti une vigueur de ton en rapport avec l'exaspération des électeurs en présence des échecs et des volte-face du Gouvernement et de la majorité parlementaire.

Ainsi tout n'est pas de bon aloi, mais tout n'est pas mauvais non plus dans le succès du Front National, qui ne doit pas être apprécié de manière «simpliste», c'est-à-dire en pratiquant ce qui lui est précisément reproché.

Il y a des éléments positifs dans ce résultat, mais il ne faut certes pas négliger les éléments négatifs, liés à une résurgence du racisme, dont personne n'a oublié les terribles méfaits pendant la seconde guerre mondiale.

Ces observations étant faites, quand les communistes dénoncent les dangers que Jean-Marie le Pen fait courir à la démocratie et mobilisent leurs partisans pour faire obstacle par la force à ses réunions, on ne peut que s'indigner et protester, car ce n'est pas Jean-Marie Le Pen qui a le soutien d'un immense empire esclavagiste dont la capitale est Moscou et dont le fleuron est le «goulag». C'est M. Marchais qui se trouve dans cette situation.

Jean COVILLE

A NOS ADHERENTS ET A NOS ABONNES

A ceux de nos adhérents ou de nos abonnés qui ont omis de nous adresser le montant de leur cotisation ou de leur abonnement nous renouvelons notre demande de bien vouloir nous les faire parvenir.

C'est ainsi que nous pourrions continuer à poursuivre notre action et notamment à publier le présent bulletin, qu'ils déclarent apprécier.

AMIS DÉCÉDÉS

❧

Bernard LAMBERT, ancien député, Loire-Atlantique.

Robert LE MAIGNEN, Paris.

Francois de MENTHON, ancien ministre, Savoie.

Edmond RUYSSSEN, Maisons-Alfort, Val de Marne.

Nous rappelons que le livre de
Fernand BOUXOM

«Des faubourgs de Lille au Palais Bourbon»

a paru aux
«Editions de Témoignage chrétien»
il peut être commandé à l'éditeur

*
* *

«LA LIBERTE A REFAIRE»
par Michel PRIGENT
chez Hachette

*
* *

«L'AFFAIRE»
par Jean-Denis BREDIN
chez Julliard

*
* *

François de Menthon

1900 - 1984

Jean LETOURNEAU

La mort frappe durement dans nos rangs. Rien de bien surprenant, hélas, dans un mouvement d'anciens ! Mais il est des disparitions qui nous atteignent au plus près et celle de François de MENTHON est bien de celles-là, tellement son rôle dans la vie politique française et dans le mouvement d'idées qui nous a rassemblés fut de première grandeur, même si sa modestie lui faisait conserver une exceptionnelle discrétion.

Né en 1900, François de MENTHON, agrégé de droit, avait succédé à Charles FLORY à la Présidence Nationale de l'A. C. J. F. où je le connus pour la première fois. Il professa l'Economie Politique à la Faculté de NANCY, où il fut Conseiller Municipal. Dès ce moment, il milite au Parti Démocrate Populaire. Il y retrouve Georges BIDAULT qu'il avait connu au Comité Général de l'A. C.J.F. et dont il s'amusait à rappeler qu'il l'avait «séquestré» à son domicile d'alors, rue Dupin, pour le contraindre à préparer son oral de l'agrégation d'histoire, d'où il devait sortir premier devant Gilbert BROSSOLETTE ; MENTHON retrouve Georges BIDAULT au Comité de rédaction de la revue «Politique», fondée par Charles FLORY, dont font partie, entre autres, Gaston TESSIER, Marcel PRELOT, Alfred MICHELIN, Georges HOURDIN, Hubert BEUVERMERY....

En 1922, il avait épousé, Nicole de SAINT SEINE, qu'il eut la douleur de perdre l'an dernier et qui lui donna six enfants. En 1939, il s'engage, est fait prisonnier, s'évade et reprend ses cours à la Faculté de LYON. Dès l'occupation allemande, il fonde en zone sud un mouvement de résistance qu'il baptise «Liberté» et qui devait fusionner plus tard avec «Combat», d'Henri FRENAY. En Janvier 1940, je fus le voir à MENTHON SAINT BERNARD et lui fis part de la visite que j'avais reçue, fin 1939, chez moi à PARIS, d'Honoré

d'ESTIENNE d'ORVES jetant les bases de son réseau clandestin en zone nord. En me parlant de son propre réseau, il me dit n'avoir personne pour la région Sud-Ouest. Je pus lui indiquer comme particulièrement sûr Edmond MICHELET, ancien Président de l'A. C. J. F. de TOULOUSE, avec qui j'avais correspondu dès l'armistice et dont j'étais sûr des réactions puisqu'il m'avait communiqué un tract diffusé par lui dès le 17 juin, hostile à la capitulation de RETHONDDES.

Il est révoqué par VICHY, prend le maquis, fonde le Comité d'Etudes auprès du Conseil National de la Résistance. En 1943, il gagne LONDRES puis ALGER, où de GAULLE lui confie le portefeuille de la Justice qu'il conservera jusqu'en Juin 1945. A ce moment il est délégué français au Tribunal Militaire International de NUREMBERG. En octobre de cette même année, il est élu député de la SAVOIE à l'Assemblée Nationale Constituante et il continuera à représenter son pays au Palais-Bourbon jusqu'en 1958. En 1946, il est Ministre de l'Economie Nationale dans le Gouvernement BIDAULT, cependant que, de 1952 à 1954, il préside l'Assemblée Consultative Européenne, car, est-il besoin de le rappeler ? il fut, de toujours un actif militant européen. Jusqu'en 1968, date de sa retraite, il est aussi directeur de la revue «Droit Social». Mais il est resté maire de sa ville de MENTHON SAINT BERNARD jusqu'en 1977.

Officier de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, François de MENTHON est resté jusqu'à sa mort l'ami le plus fidèle, l'homme le plus modeste et discret sur le rôle cependant éminent qui fut le sien, comme suffit à en témoigner l'admirable testament spirituel que nous publions par ailleurs.

Appartenant à l'illustre famille de Saint BERNARD de MENTHON, fonda-

teur des Hospices du Grand et du Petit Saint Bernard, il était très solidement ancré dans sa terre natale. Nous en eûmes la démonstration très émouvante, le 6 Novembre 1982, lorsque nous eûmes la joie, Pierre Henri TEITGEN et moi, de pouvoir être présents, au nom de tous nos amis, pour fêter les noces de diamant de François et Nicole de MENTHON, au milieu de toute la population de MENTHON SAINT BERNARD rassemblée dans la joie, d'abord pour une messe d'actions de grâces à l'église, puis dans un gigantesque banquet.

Le 20 Juin, ses amis parisiens se réunissaient, en très grand nombre, autour de ses cinq fils - Jacques ayant été victime d'un accident mortel il y a plusieurs années - et de sa famille, pour une messe célébrée dans la crypte de Saint Sulpice par le curé Monsieur de LARMINAT, qui voulut bien rappeler dans une émouvante homélie la vie toute dévouée de François de MENTHON.

Tous nos amis sont aujourd'hui dans la peine. Mais ils conservent avec affection et admiration le souvenir de cet homme courageux, d'une intelligence et d'une culture supérieures, qui fut fidèle à sa foi, à ses idées, à sa patrie. N'aimait-il pas par dessus tout cette maxime : «Dans la foi en Dieu et en l'homme.»

HAUSSE DU DOLLAR

La hausse du dollar est due principalement à l'exportation de petits et moyens capitaux européens vers les U.S.A., jugés mieux gérés.

Extrait du testament de François
de MENTHON lu par son fils
Bernard au début de la Messe
des Obsèques le Mercredi
6 juin 1984 à l'Eglise de Menthon

Mon père, profondément croyant et chrétien convaincu, a laissé quelques lignes, afin d'expliquer la simplicité qu'il voulait pour ses obsèques.

Si vous le permettez, je vais reprendre les termes de la lettre adressée à tous les habitants de MENTHON et à tous ses amis.

«Je ne quitterai pas mon village le jour de ma mort, puisque je demeurerai pour toujours dans notre cimetière; j'aurai rejoint ceux que nous appelons nos morts et dont beaucoup auront été mes amis et je ne quitterai pas non plus la vie, puisque je crois profondément que celle-ci se poursuit sous une forme que nous ne connaissons pas et que nous ne pouvons comprendre dans notre enveloppe charnelle; je serai décédé, comme nous disons et tout à l'heure vous m'e conduirez de l'église au cimetière sur un chemin que j'ai si souvent suivi derrière mes amis disparus de cette terre avant moi.

Si je demande que cette missive vous soit lue avant ma sépulture, ce n'est pas seulement pour exprimer à notre village, dont j'ai eu l'honneur d'être le Maire de 1944 à 1977, à tous ses habitants, ma reconnaissance et mon amitié, mais également pour m'excuser auprès de vous du souhait formel, que vous respecterez certainement, qu'aucun discours ne soit prononcé sur ma tombe. Je désire aussi qu'aucune fleur n'y soit déposée, j'aurais aimé juste une croix de bois, comme dans un cimetière d'amis combattants, car j'ai voulu combattre toujours dans la paix et dans la guerre contre l'injustice et la méchanceté.

Pourquoi cette simplicité ?

C'est la volonté d'une égalité absolue devant la mort avec tous mes frères les hommes, riches ou pauvres, décorés ou non, humbles ou glorieux.

Le refus d'une vanité déplacée à l'heure où l'homme se juge avec toutes ses imperfections, ni meilleur ni pire que chacun d'entre nous et à l'heure où il entre dans l'éternité de DIEU et le souvenir des hommes.

En redisant à tous ma fidélité, ma foi, mon amitié, je demande pardon à ceux à qui j'aurais pu faire de la peine.»

Les Amis de GEORGES BIDAULT

PARIS, le 4 juin 1984

Madame, Monsieur,

Il y a plus d'un an, le 26 janvier 1983, mourait le Président Georges Bidault.

Ceux qui l'ont connu dans son engagement de militant catholique, qui l'ont suivi dans ses combats de la clandestinité et de la Résistance, qui ont vécu son action politique au service de la France et tous ceux qui se reconnaissent dans les idéaux qui ont guidé sa vie, ont voulu former entre eux, avec l'approbation de Mme Georges Bidault, une «Association des Amis du Président Georges Bidault».

Conformément aux statuts déposés à la Préfecture de Police, le 9 janvier 1984 (J.O. des 23 et 24 janvier 1984), ils lui ont fixé pour objet :

- de défendre la mémoire et d'illustrer l'action du Président Georges Bidault dans tous les engagements de sa vie publique ;
- de veiller à ce que justice soit rendue au rôle déterminant qui fut le sien et qui appartient à l'histoire ;
- d'offrir aux générations nouvelles qui, animées d'un juste souci d'objectivité historique, veulent connaître des exemples de service et de courage dignes d'être suivis, tous les éléments de jugement et de réflexion que la vie et l'action de Georges Bidault sont susceptibles de leur proposer.

Si de tels objectifs recueillent votre adhésion, nous serions très heureux que vous acceptiez de nous rejoindre.

Vous pouvez adresser directement votre cotisation fixée actuellement à 100 F, (avec la possibilité de rachat pour 10 ans pour un montant de 1 000F) au trésorier de l'Association :

M. Charles Merveilleux du Vignaux
41, avenue Charles-Floquet
75007 PARIS

Nous vous tiendrons informé des diverses actions que l'Association compte entreprendre pour répondre à sa mission. Mais dès à présent, nous vous annonçons la publication régulière, au moins une fois l'an, d'un bulletin qui comportera, outre des articles sur la vie du Président Georges Bidault, la reproduction de textes peu connus ou introuvables qu'il a écrits au cours de sa longue carrière de journaliste puis d'homme d'Etat.

L'importance des initiatives que nous pourrions prendre dépend directement de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos dévoués sentiments.

Jean LETOURNEAU
Ancien Ministre
Président de l'Association.

Jean GUITTON
de l'Académie française
Vice-Président

Jacques BAEYENS
Ancien Ambassadeur de France
Vice-Président

Alfred COSTE-FLORET
Conseiller d'Etat
honoraire
Vice-Président.

Charles MERVEILLEUX du VIGNAUX
Président de Chambre honoraire
à la Cour des Comptes
Trésorier

Bernard BILLAUD
Conseiller référendaire
à la Cour des Comptes
Secrétaire

LE CONSE

Rarement j'aurai pris la plume avec autant de satisfaction qu'aujourd'hui où Jean COVILLE me demande, en raison de la campagne menée contre le Conseil d'Etat par «L'Humanité», le parti communiste et les ministres communistes à l'occasion des arrêts annulant des élections où les maires communistes avaient fraudé, de présenter aux lecteurs du «MRP vous parle» la Haute Assemblée où j'ai accompli toute une carrière de service public.

Placé à côté du chef de l'Etat, du gouvernement et des assemblées parlementaires pour préparer et éclairer leurs décisions, destiné d'autre part à protéger les citoyens contre les possibles abus de pouvoir du gouvernement ou de l'administration, le Conseil d'Etat occupe une place de premier rang dans l'organisation des pouvoirs publics. Dans l'ordre protocolaire il est le premier corps de l'Etat après l'Assemblée Nationale, le Sénat et le Conseil Constitutionnel et avant le Conseil Economique et social.

Le rôle du Conseil d'Etat est double. Il est à la fois le Grand Conseil du chef de l'Etat et du gouvernement et, en même temps, le Tribunal suprême de la Juridiction administrative. Dans son rôle de Conseil, il éclaire le Pouvoir dans la préparation de ses projets. Exerçant cette mission, il rend des avis qui ne lient pas le gouvernement. Dans son rôle de Tribunal suprême de la Juridiction administrative, le Conseil d'Etat juge souverainement les différends entre les particuliers et les pouvoirs publics. Ses décisions s'imposent alors à tous.

La fonction de Conseil de la Haute Assemblée est exercée par quatre sections administratives : section de l'Intérieur, section des finances, section sociale, section des travaux publics. A ces quatre sections s'ajoutent la commission permanente qui a compétence

pour examiner les projets déclarés urgents par le ministre compétent et le chef du gouvernement et la commission du rapport qui établit chaque année un rapport non rendu public au gouvernement sur les modifications législatives ou réglementaires souhaitables pour assurer une meilleure marche de l'Administration et des Pouvoirs Publics.

L'Assemblée générale du Conseil d'Etat se réunit soit en formation plénière, soit en formation ordinaire. L'Assemblée générale plénière qui se réunit au moins une fois par mois comprend l'ensemble des conseillers d'Etat des quatre sections administratives et de la section du contentieux ainsi que les cinq présidents de section réunis sous la présidence du Vice-Président du Conseil d'Etat. L'Assemblée générale ordinaire comprend le Vice-Président du Conseil d'Etat, les Présidents de section, et vingt neuf Conseillers d'Etat. L'Assemblée générale a compétence pour examiner, sur rapport de la section administrative intéressée, tous les projets de lois ou d'ordonnances ainsi que les projets de décrets les plus importants. Les propositions de lois d'initiative parlementaire échappent à son examen. Mais l'avis de la Haute Assemblée est obligatoirement requis pour tous les projets d'initiative gouvernementale avant que leur dépôt sur le Bureau de l'Assemblée Nationale puisse être effectué par décret du Premier Ministre contre-signé par le ou les Ministres intéressés.

Plus de 300 textes en un an

Le travail accompli par le Conseil d'Etat en tant que Conseil du Gouvernement est considérable. Pour en donner une idée, indiquons que l'Assemblée Générale examine plus de trois cents textes, en moyenne chaque année : Projets de lois, projets d'ordonnances, pro-

jets de décrets portant règlement d'administration publique, projets de décrets simples ou pris en Conseil des Ministres.

Au travail de l'Assemblée Générale s'ajoute celui, très considérable, effectué par les quatre sections administratives. Celles-ci rendent des avis sur les textes moins importants, en général des projets de décrets simples, qui ne sont pas soumis à l'Assemblée générale. Il faut aussi noter que beaucoup de textes sont examinés par la Commission permanente ou par la Commission de la fonction publique.

Le Conseil d'Etat demeure le Conseil direct du gouvernement. Sa compétence en la matière est très large. Mais dans ce domaine l'autorité de ses avis est limitée. Ceux-ci, sauf si le gouvernement en décide autrement, ne sont pas, en principe, rendus publics et ne lient pas le gouvernement qui peut en tenir compte ou passer outre. Quant on lit dans les vises d'un projet de loi, d'une ordonnance ou d'un décret : «*Le Conseil d'Etat entendu*» ou bien «*après avis du Conseil d'Etat*», cela signifie que l'avis du Conseil a été recueilli. Mais cela n'implique pas que les propositions du Conseil aient été acceptées.

Garant des libertés publiques.

Lorsqu'il exerce sa fonction juridictionnelle et qu'il siège au contentieux comme Tribunal Suprême de la juridiction administrative, le Conseil d'Etat a une compétence plus limitée, mais l'autorité de la chose jugée s'attache à ses décisions qui s'imposent aux pouvoirs publics. Le Conseil d'Etat est le juge de la légalité des ordonnances ayant valeur d'acte réglementaire, des décrets, des arrêtés et des décisions de l'administration. Il juge soit en premier et dernier ressort, soit en appel les décisions des Tribunaux administratifs, soit en

IL D'ETAT

par Alfred COSTE-FLORET
Conseiller d'Etat Honoraire

cassation les décisions de la Cour des Comptes. Il est ainsi le garant des libertés publiques contre les abus de pouvoir possibles du gouvernement ou des administrations. Il peut sanctionner la responsabilité administrative ou gouvernementale soit en annulant la décision attaquée par la voie du recours d'excès de pouvoir, soit en attribuant à la victime une indemnité lorsque celle-ci est réclamée par la voie du recours de plein contentieux.

La section du contentieux est divisée en dix sous-sections chargées de l'instruction des affaires. Elle peut statuer en trois formations de jugement. En sous-sections réunies constituées par la réunion de deux sous-sections pour les affaires moins importantes; en section du contentieux constituée par la réunion du président de la section du contentieux, des trois présidents adjoints, des dix présidents de sous section, de deux conseillers d'Etat assesseur et rapporteur, pour les affaires les plus importantes; Enfin les affaires d'une importance exceptionnelle viennent devant l'Assemblée plénière du contentieux présidée par le Vice Président du Conseil d'Etat et comprenant le président de la section du contentieux, les quatre présidents des sections administratives, les deux présidents adjoints les plus anciens de la section du contentieux, le président de la sous section sur le rapport de laquelle l'affaire est jugée lorsque son instruction a été confiée à la section du contentieux ou le président de la sous section à laquelle l'affaire a été initialement attribuée et le rapporteur. La décision de la formation de jugement après avoir été adoptée dans un «déli-béré» secret est «lue» en audience publique. Elle acquiert alors l'autorité de la chose jugée et s'impose à tous.

Régulateur des transformations

Outre ses deux missions essentielles - mission de conseil du gouvernement, mission juridictionnelle - le Conseil d'Etat possède encore d'autres attributions prévues par sa charte. Il est chargé d'une mission permanente d'inspection à l'égard des juridictions administratives. Il a aussi la prérogative dont il ne manque pas d'user, d'appeler de sa propre initiative, notamment dans son rapport annuel au gouvernement, l'attention des pouvoirs publics sur les réformes qui lui paraissent conformes à l'intérêt général. Enfin la Haute Assemblée doit répondre à toute demande d'avis chaque fois que le gouvernement ou un ministre, même s'il n'y est pas obligé par un texte, le consulte sur des difficultés d'ordre juridique.

Ainsi le Conseil d'Etat, selon la constatation du président René Cassin, prix Nobel de la paix : «façonné par les siècles suivant le génie propre de la Nation française répond aux besoins fondamentaux de l'Etat moderne en tant que protecteur des libertés fondamentales et du bien public et de régulateur des transformations se produisant dans les rapports entre l'individu et les collectivités publiques».

Pour faire face à cette très lourde tâche le Conseil d'Etat comprend un personnel ordinaire et douze «conseillers d'Etat en service extraordinaire».

Le personnel ordinaire comprend «en exercice» environ 30 auditeurs, 70 maîtres des requêtes et 70 conseillers d'Etat. Il faut y ajouter les cinq présidents de section et le Vice-Président du Conseil d'Etat qui est le président de fait de la Haute Assemblée, le président de droit étant le Premier Ministre ou le Ministre de la Justice.

L'organisation du Conseil est fondée sur une collaboration entre trois générations. Les jeunes auditeurs ont entre 25 et 35 ans, les Maîtres des Requêtes entre 35 et 50 ans et les Conseillers d'E-

tat entre 50 et 68 ans (sans tenir compte de la réforme proposée ramenant la limite d'âge à 65 ans ce qui risque de bouleverser fâcheusement l'équilibre du corps).

«*Ad veritatem per scientiam*»

Le recrutement de la Haute Assemblée est pour la totalité des auditeurs et pour le plus grand nombre des Maîtres des Requêtes et des Conseillers issu du concours de l'Ecole Nationale d'Administration. Cependant une certaine proportion des Maîtres des Requêtes et des Conseillers d'Etat est choisie librement par le Gouvernement parmi les hauts fonctionnaires ayant fait leurs preuves dans d'autres grands corps de l'Etat ou dans l'administration. On trouve ainsi au Conseil des généraux, des préfets, des professeurs de droit, des directeurs généraux de Ministère ou des ambassadeurs. Cette tradition aère heureusement le corps.

C'est le même libre choix du gouvernement qui préside au choix des douze conseillers d'Etat en service extraordinaire nommés pour quatre ans et non renouvelables. Cet apport extérieur est fort utile au Conseil où voisinent ainsi des hommes de pure science et d'anciens membres de l'administration active.

En contre partie de cet enrichissement le Conseil d'Etat offre au gouvernement la possibilité de choisir parmi ses membres des hommes très qualifiés pour occuper en position de détachement les plus hauts postes en France et à l'étranger. Il en a toujours usé très largement.

Telle est la grande tâche du Conseil d'Etat. Pour citer encore le président Cassin, on peut dire que «l'existence et le rôle général du Conseil d'Etat dans les institutions françaises font

(suite page 8)

(suite de la page 7)

partie intégrante de cet ensemble des principes généraux du Droit public français, de ce Droit de la République qu'il a contribué si fortement à définir et à faire évoluer».

Cette tâche, les membres du Conseil d'Etat la remplissent, j'en porte témoignage, abstraction faite de leurs tendances politiques propres et des motifs de pure opportunité. Aux communistes qui critiquent aujourd'hui le Conseil parce qu'il a sanctionné des fautes et des tricheries contraires à la fois au Droit et à la Démocratie, puis-je rappeler que le même Conseil, sous la quatrième République, avait annulé un arrêté ministériel interdisant pour ses opinions au fils du député communiste Virgile Barel de se présenter au concours de l'E. N. A.; de même que sous le septennat du Général de Gaulle il a annulé le décret instituant en temps de paix un Haut Tribunal Militaire, où n'existait pas la possibilité du pourvoi en cassation pour vérifier la légalité de la décision intervenue. C'est alors «la Droite» qui s'était élevée contre ces décisions. Toujours j'ai vu les membres du Conseil accomplir en toute conscience et en toute indépendance leur travail, fidèles à la noble devise : «Ad veritatem per scientiam».

Le Conseil d'Etat aujourd'hui comme hier demeure, comme le lui recommandait le vice président Alexandre Parodi lors de sa séance d'installation «attentif à maintenir tous les grands équilibres essentiels qu'il est dans sa mission de préserver ou qui sont sa raison d'être.

L'équilibre fondamental des libertés individuelles et des prérogatives nécessaires de l'Etat et de l'intérêt public ;

«Dans ses débats, l'équilibre de l'indépendance du jugement et de la loyauté que nous devons plus que tout autre élément de l'Etat au gouvernement de la République»;

«Enfin dans la vie intense du Conseil ce précieux équilibre des âges et des recrutements qui fait l'originalité et la richesse de notre organisation».

Aujourd'hui comme hier le Conseil d'Etat est le garant de la légalité et des libertés publiques. En feuilletant ses avis ou ses décisions, l'on apprend à connaître la noblesse de la Liberté.

LES «BONS» ET LES «MAUVAIS»

Nous avons déjà mentionné plusieurs fois, sous la rubrique «deux poids et deux mesures», des cas précis où les «bons», c'est-à-dire les amis du Pouvoir, n'étaient pas traités de la même façon que les «mauvais», c'est-à-dire ses adversaires.

Un nouvel exemple de cette partialité révoltante vient d'être fourni par un jugement du tribunal de Brest, condamnant à 2 mois de prison ferme le militant syndicaliste paysan, conduisant une délégation venue protester auprès du sous-préfet de Brest contre des importations de porc entraînant la chute des cours et la ruine de certaines de leurs entreprises. Au cours de cette visite, des militants exaspérés, mais non leur chef, avaient cassé des meubles et du matériel appartenant au sous-préfet, mais sans blesser personne : le chef de délégation, même personnellement innocent, est lourdement sanctionné.

Par contre on attend encore la moindre poursuite et par conséquent la moindre condamnation contre les militants cégétistes qui, ayant leurs chefs à leur tête, ont causé de graves dommages dans les usines d'Aulnay sous Bois et de Poissy et ont en outre sérieusement blessé à coups de boulons et de barres de fer des cadres et des ouvriers non-grévistes, dont certains sont handicapés à vie.

Une telle partialité oblige à s'interroger. Quand les socialo-communistes ont pris le pouvoir en 1981, on a pu considérer comme une fanfaronnade l'appellation «d'ancien régime» attribuée par eux à la période antérieure. Et si c'était vrai. Si nous avons abandonné la démocratie parlementaire pour une autre démocratie, dans laquelle les droits ne sont pas les mêmes pour tous.

Il serait important de s'en aviser.

MONSIEUR MAUROY VEUT-IL SE COULER LUI-MÊME ?

Dans le récent débat sur la motion de censure à l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre s'est surpassé lui-même. Avec la suffisance et l'arrogance qui le caractérisent il a prétendu que le combat actuellement mené par l'opposition pour défendre la liberté de la presse et la liberté de l'enseignement était «l'éternel combat de la droite contre la démocratie».

Il aurait voulu donner de la droite l'image la plus attrayante et de la gauche l'image la plus repoussante qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

En effet personne n'ignore en France ce qu'il en est de la démocratie en général et tout spécialement de la liberté de de la presse et de la liberté de l'enseignement dans les pays où les amis de plusieurs des ministres de Monsieur Mauroy sont les maîtres du pouvoir.

Les Français vont donc se dire : «Monsieur Mauroy se moque-t-il de nous ou perd-il son sang froid ? Dans les deux cas sa cote de popularité va encore baisser.

Est-ce ce qu'il recherche ? Comme c'est bizarre !

UN AMI DE LA FRANCE EST MORT.

Monsieur TRAN VAN HUU, ancien premier ministre du VIET NAM, est mort à Paris à l'âge de 88 ans.

Nous saluons la mémoire de cet éminent Vietnamien, qui était un ami de la France et un vivant témoignage de la qualité des relations existant autrefois entre nos deux pays.

Après de brillantes études secondaires et supérieures, il était devenu ingénieur agronome et avait fait carrière successivement dans les Services agricoles et au Crédit Foncier de l'Indochine.

En 1947 il devint ministre de l'Economie et en 1950 premier ministre.

Il s'efforça passionnément de rétablir la paix dans un Vietnam libre, uni, indépendant et associé à la France. Mais ce n'est nullement ce que voulaient le Vietminh communiste et ses alliés soviétiques et on sait ce qu'il en est advenu.

Comme beaucoup d'autres Vietnamiens, M^r Tran Van Huu dut se réfugier en France et il se fixa à Paris, d'où il suivait avec une extrême attention les événements du Vietnam, où il ne put jamais revenir pour y reposer en paix.

ROBERT CORNILLEAU

ANCIEN DIRECTEUR DU «PETIT DEMOCRATE»

HEBDOMADAIRE DU PARTI DEMOCRATE POPULAIRE DE 1924 A 1940

par M. A. CORNILLEAU

Lorsque je me retourne pour regarder mon enfance, le premier personnage que je vois tout de suite après mes parents est celui dont je devais plus tard prendre le nom pour le transmettre à mes fils : Robert Cornilleau.

Nous habitons, à Saint-Ideuc, près de Saint-Malo, une vieille demeure bretonne toute pleine de poésie et de souvenirs du passé. Ce n'était pas un musée pourtant, mais ses vieux murs épais avaient vu tant de choses, tant d'êtres avaient vécu sous ce grand toit, que le poète qui vivait sous le médecin, le journaliste et l'homme politique, dans le coeur de Robert Cornilleau, ne pouvait qu'en être séduit. Et il l'était profondément. Il l'était tellement qu'il avait songé à se rendre possesseur de cette maison, avant d'avoir son Prieuré. Mais le ciel en avait décidé autrement, pour notre plus grand bonheur à tous. . . Il gardait tout de même une sorte de regret, de nostalgie, de la maison mystérieuse, et il lui arrivait de suspendre soudain sa promenade, de gravir la marche du vieux seuil, et de regarder par le judas que ménageait la porte épaisse. Il se retirait, les yeux brillants, comme un enfant qui vient de voir son rêve. . . Le nom même de la maison lui plaisait, et je le vois encore y entrant, se redressant en un geste des épaules qui lui était propre et dont mon beau-frère Yves a hérité, et se frottant les mains avec une sorte de jubilation:

— Bonneville. . ., disait-il, de sa voix chaude et profonde qui m'impressionnait tant. Bonneville. . .

Puis il restait un moment silencieux, savourant le moment présent en une rêverie courte qui se terminait souvent par un de ces rires dont il avait le secret.

Lorsqu'il venait chez mes parents, c'était surtout de littérature qu'il parlait, avec ma mère¹, ou de questions sociales. Nous étions peu versés dans la politique : notre qualité de Belges nous faisait voir les choses sous un jour très différent, les problèmes d'un pays comme la France ne pouvant être les mêmes que ceux d'un petit comme la Belgique. Il le savait bien et nous faisait gentiment enrager

en nous appelant «la sale droite», parce que nous étions passionnément attachés à notre Roi. Cela n'avait jamais rien de blessant, parce que ce n'était qu'une boutade. Et il le disait avec un tel regard d'affectueuse amitié qu'il n'y avait pas à se méprendre.

C'était pour mes parents un ami de choix. Mais il est pour moi impossible de le dissocier de son milieu familial. L'homme politique qui haranguait les foules nous était inconnu; mais il a été tellement décrit et mis en scène par ses amis et ses collaborateurs que je me sens très à l'aise pour ne donner de lui que le jour sous lequel je l'ai connu : celui du père, de l'ami, du Parisien en vacances, et plus tard du médecin de campagne.

Le père était bon et sévère à la fois. Il avait une façon toute personnelle d'embrasser ses enfants sur le front. Chez lui, ce geste d'affection prenait une allure de symbole. Il participait à la vie des siens et, pourtant, on avait parfois l'impression qu'il les regardait vivre avec une sorte d'émerveillement. Peut-être était-ce dû au fait qu'il était resté longtemps sans en avoir. Mais cet émerveillement n'engendrait jamais la faiblesse. S'il était bon, il ne leur «passait» rien. Il les voulait forts, et il savait mieux que quiconque que la mollesse n'a jamais produit la force. Il les voulait chrétiens aussi, et il lui arrivait de les faire se lever de table s'ils avouaient avoir manqué à leur prière du matin. . . Il les écoutait parler avec un regard tout empreint de bonté, et il semblait porter à ses filles un amour de prédilection. Mais il ne faisait pas bon se trouver en faute devant lui, et l'on redoutait alors son regard, qui savait se faire aussi sévère et froid qu'il était bon et compréhensif autrement. Et l'on craignait ses colères. Si, dans nos jeux, il décelait la moindre trace de tricherie ou d'injustice, il stigmatisait le coupable en quelques formules tranchantes qui le faisaient rentrer sous terre. Cet amour de la vérité était une de ses caractéristiques les plus marquantes, et ce besoin de justice absolue fut la cause de sa mort.

Cette sympathie qui le faisait se pen-

cher sur les enfants, il ne la réservait pas aux siens seulement, car les amis de vacances que nous étions en avaient leur large part. Une seule chose était frappante : dès que l'on avait passé la porte du Prieuré, on avait l'impression, si précieuse pour des enfants, de faire partie de la famille avec tout ce que cela comportait, et comme cette famille était unie et gaie, c'était très agréable. Au Prieuré, l'hospitalité était facile et large. Les Cornilleau étaient accueillants et «avec leurs amis ne faisaient point cérémonie». Les fils et les filles de Robert Cornilleau suivaient les exemples de leurs parents et lorsque nous étions chez eux, nous faisons nos devoirs de vacances et nous allions chercher l'eau au garage, comme eux. Lorsque le thème ou la version latine étaient sabotés, le regard du père se posait sur nous, aussi sévère que s'il avait répondu de nous.

Il nous interrogeait, nous faisait parler, et - chose rare chez une «grande personne» - écoutait nos réponses. Peut-être étions-nous pour lui, écrivain et psychiatre, des sujets d'étude ? C'est possible, en tout cas, nous n'en avons jamais eu l'impression. Il semblait toujours être mené par le respect de la personne humaine et une sympathie universelle qui rayonnait de toute sa personne. Dans ses contacts avec les jeunes, il n'avait jamais le sourire dissolvant qui décourage chez tant d'aimés. Quand il n'était pas d'accord, quand les idées ne concordait pas, il écoutait gravement, en silence. Puis, avec quelques gestes de ses mains minces et blanches, il nous exposait son propre point de vue, sans pour cela démolir systématiquement le nôtre, et il avait le don de nous enthousiasmer parce qu'il avait reçu de Dieu le souffle de l'Esprit.

Aussi l'aimions-nous comme un père.

Robert Cornilleau ami gardait toutes les caractéristiques qui étaient les siennes en toutes circonstances. Si les aspects de sa personnalité étaient multiples, il n'y avait en lui qu'un seul homme. Jamais la mondanité ou la politesse de salon ne pouvaient l'inciter à changer un iota à sa ligne de conduite ou à sa

façon de penser. Or, quand il pensait quelque chose, les forces conjuguées des marées et du vent n'auraient pu l'empêcher de le dire : c'était pour lui une question de loyauté et de droiture, une question de tempérament aussi, sans doute. Car je pense qu'il aurait éclaté s'il avait dû taire ce qu'il considérait comme la Vérité. La devise de l'Action Catholique et son but est d'être dans toute sa vie un témoin du Christ. Eh bien ! Robert Cornilleau a été ce témoin. Et ses idées étant toutes tirées de l'Évangile, il les défendait avec la force et l'âpreté d'un apôtre. Et cet homme courtois et exquis, qui exigeait de ses enfants une politesse extrême, se levait parfois avec la violence d'un tribun pour remettre à sa place, et de verte façon, quelqu'un qui avait dit une phrase ne cadrant pas avec sa manière de voir. La puissance qui émanait de sa personne, à ces moments-là, était formidable, et nous nous tenions cois, interdits, pétrifiés, d'avoir déchaîné sans nous en douter une telle force.

Lorsque de tels éclats se produisaient, nous ne savions plus très bien ce que nous devions dire ni penser. Un silence gêné suivait ; puis, la conversation reprenait peu à peu son rythme normal, comme la nature reprend son calme après un orage.

Mais il était des cas où le cours était difficile à reprendre : ceux où Robert Cornilleau se trouvait réuni à des personnes qui ne partageaient pas son sens aigu de la propreté morale et de l'honneur. Cela, il ne pouvait le leur pardonner. Et il se serait senti coupable de sembler leur accorder quelque crédit en acceptant avec elles un contact quelconque, fût-ce celui d'une poignée de main. C'était pour lui une question de témoignage, une fois de plus. Et il est de ces souvenirs où son intransigeance fit scandale. . . . Devant une malpropreté morale, toute l'indulgence dont il savait faire preuve disparaissait ; sa bonté naturelle n'existait plus, et l'on se trouvait alors en face d'un rocher impénétrable, d'une dureté inattaquable. Il se redressait de toute sa taille ; ses épaules semblaient s'élargir, et son mépris s'exprimait le plus souvent par le silence, un silence plus insultant que des flots de paroles. Il levait la tête, et cet homme qui n'était pas grand regardait de haut, de très haut, des interlocuteurs de taille plus élevée. Fort de son bon droit, sûr d'être dans le vrai, il avait alors l'autorité des êtres purs en face du vice. . . , et nul ne pouvait s'y tromper.

Grâce à Dieu, ces éclats étaient rares et, le plus souvent, il pouvait donner libre cours à la sympathie qui le portait vers les autres.

Le Parisien en vacances était vraiment bien comme un enfant qui a quitté l'école. . . , mais comme un très bon élève qui en garde la nostalgie.

Attiré dans la région par un de ses amis, M. Tarot³, il prit ses vacances dans un petit bourg des Côtes-du-Nord, à Pleudihen; mais l'inconfort total de sa résidence l'obligea à chercher autre chose. Et Jean des Cognets² lui procura un logement à Saint-Malo : il s'y plut, il y revint. Puis, ce fut Paramé. Puis, enfin, Saint-Ideuc. . . Le premier séjour dans ce petit village breton devait créer pour eux un lien qui les y appellerait toujours, car, pendant ces vacances, un enfant vint au monde, un petit Jacques, qui repartit très vite, et lorsqu'ils retrouvèrent leur domicile parisien à l'autonne, une plaque de marbre portait leur nom au cimetière. Un an plus tard, un petit Denis, à son tour, y ajoutait le sien. Ce furent les premiers liens qui l'attachèrent au pays. Il y contractait en même temps de solides amitiés.

Le pays lui plaisait par son passé. Il aimait à évoquer les événements qui s'y étaient déroulés. L'écrivain et le journaliste se sentait palpiter de joie à faire revivre les souvenirs de Jacques Cartier, dont la ferme natale était toute proche du Prieuré ; de Robert Surcouf, qui damait si bien le pion aux Anglais ; de la Guerre des Chouans, dont les vieilles propriétés avaient été les témoins. Il se sentait heureux dans ce vieux pays. Le bourg lui-même de Saint-Ideuc, si calme à cette époque, était pour lui un poème.

Cela ne l'empêchait pas, les jours de pluie, de se répandre en invectives furieuses sur le climat infect de ce pays impossible. Et il allait répétant qu'il n'y avait au monde qu'une seule façon de faire fortune : c'était de s'installer à Saint-Malo marchand de parapluies ! . . . Mais, comme il dédaignait fort, quant à lui, la fortune, il ne prit jamais les moyens qu'il fallait pour l'obtenir.

Lorsque le petit crachin breton noyait le contour des choses, il avait la nostalgie de la lumière et du soleil ardent. «Je m'achèterai un cabanon en Provence», répétait-il, «un cabanon en Provence». Et il riait de plaisir à y penser, à y rêver plutôt, car il était solidement ancré à Saint-Ideuc. «Un cabanon en Provence. . . » Lorsque la sonorité d'un mot

lui plaisait, il le redisait comme pour s'en imprégner. Et il parachevait son idée : «Un cabanon en Provence, avec des oliviers. . . Et nous aurons de la bonne huile d'olive. . . » Ce n'était plus une idée : c'était un tableau, c'était tout un programme de vie. A ce moment, sans doute se rappelait-il son Virgile. . .

Il a été voir le soleil, il a été voir les oliviers. . . plus loin que la Provence. Et cela lui a coûté la vie.

Avec un enthousiasme de jeune, Robert Cornilleau s'était acharné aux études de médecine. On est en droit de se demander quelle aurait été sa vie s'il n'avait pas quitté les études en Seconde pour courir derrière un idéal qui, comme tout idéal, se révèle chaque jour plus exigeant et plus difficile à atteindre. Il avait en lui tant d'aspirations qu'il craignait peut-être de ne pas mettre en valeur tous les «talents» que Dieu avait mis à sa disposition et qu'il lui en soit demandé compte.

Sa vie à lui en aurait été, certes, très changée, mais que dire de la Médecine elle-même ? Car, pendant les quelques années dont il a disposé en tant que docteur, quel bien n'a-t-il pas fait ? Ses études sur le venin de crapaud et ses applications en thérapeutique ont marqué le premier succès de l'homme sur le cancer. . .

Il avait de la profession médicale la même vue droite et claire qu'il apportait en chacune de ses activités. Il y voyait beaucoup plus un moyen de se donner, d'aider ses semblables, qu'une façon de gagner un argent dont il avait un mépris total. Il aurait aimé avoir une grosse fortune pour pouvoir soigner les pauvres gens gratuitement. Combien de fois n'a-t-il pas été jusqu'à leur payer lui-même les médicaments qu'il leur prescrivait ? Que dirait-il, à l'heure actuelle, des tarifs obligatoires que les praticiens sont tenus d'observer ? De telles contingences le mettraient hors de lui. En quels termes lapidaires ne stigmatiserait-il pas certains abus ?

A Paris, il était surtout médecin de dispensaire et n'avait que peu de clientèle privée. Mais, en 39-40, à Saint-Ideuc, il fut médecin de campagne et réalisa en quelque sorte le personnage de Balzac qu'il aimait. Mais, si cette idée fut pour lui un stimulant, elle ne le mit pas à l'abri des difficultés que cette tâche représentait. Commencer un tel métier lorsqu'on est jeune et plein

(suite page 11)

PREMICES ET ESSOR DE LA RESISTANCE

par Edmond MICHELET

(Ed. S.O.S.)

Pour honorer le X^e anniversaire de la disparition d'Edmond Michelet, le 40^e anniversaire de l'Appel du 18 juin, le 35^e anniversaire de la libération des camps, les «Compagnons de la Fraternité Edmond-Michelet» avaient tenu en 1980, à Brive (sa ville d'adoption où ce jeune Palois arriva à l'âge de 26 ans) un colloque sur «une page extraordinaire d'histoire sociale et politique». Cette histoire des années de guerre et d'avant-guerre est vécue à travers un homme exemplaire, une personnalité exceptionnelle, une figure légendaire, dont le rayonnement fut grand, lumineux, enthousiaste, fraternel. Ce chrétien authentique animé par une joie paisible et une charité inaltérable, ne séparait pas la patriotisme de la foi, la

parole de l'action. Par sa vie, par son oeuvre, ce grand actif fut aussi un contemplatif, un prophète de l'action, presque un mystique, disciple de ses maîtres intellectuels : Bernanos, Maritain, Blondel, Péguy, Robert Garric, le père A-J Maydiou et plus tard Charles de Gaulle et Malraux.

C'est l'ensemble de la trentaine de communications au colloque, qui constituent un apport capital à l'histoire de l'entre-deux guerres et de la Résistance intérieure, que regroupe ce livre de 235 pages (Ed. S.O.S.), associant les contributions d'historiens de l'entre-deux guerres (René Rémond, J-M Mayeur, Renée et François Bedarida, J-P Cointet, Gilles Le Beguec) et les témoignages de trois anciens ministres (Jean Letourneau sur la «génération civique» de l'ACJF; Louis Terrenoire, Léo Hamon), d'universitaires (Etienne Borne, Roger Dumaine, Joseph Rovin) de l'abbé Glasberg, et autres compagnons de route.

On mesure ici l'influence sur toute une génération de périodiques à modeste tirage : la revue «Politique», «Les Cahiers de la Nouvelle Journée», «Sept» du P. Bernadot, «La vie intellectuelle» du P. A-J Maydiou, de «Temps présent» de Stanislas Fumet, «Esprit» d'Emmanuel Mounier, «L'aube» de Francisque Gay, «Témoignage chrétien» du P. Chaillet. Ou de mouvements comme l'A.C.J.F., les Semaines sociales, les Equipes sociales, le Syndicalisme chrétien, les «Cercles Duquet».

Si tant d'anciens de l'ACJF ne retrouvèrent si vite et d'emblée dans la Résistance, en 1940, ce n'est peut-être pas un pur hasard.

On parcourt page après page les curieux chemins qui allaient déboucher sur la Résistance chrétienne; l'accueil en Juin 1940 des réfugiés dont le flot déferlait sur le Centre de la France; les fameuses boîtes aux lettres de Lyon, ayant rédigé et glissé dans les boîtes, dès le 17 juin 1940, le premier tract de la Résistance, ce père de sept enfants allait prendre la tête de la Région V (Limousin-Périgord) de «Combat», réseau fondé par Henri Frenay et auquel s'agrégea Georges Bidault en juillet 1941. Dénoncé et arrêté dès 1943, à l'âge de 44 ans, Edmond Michelet fut l'âme du camp de Dachau, dans la banlieue de Munich, camp dont il prit la direction après sa libération par les Alliés et dont il tint à rentrer le dernier. Accueilli en 1945 à l'aéroport du Bourget, en tenu rayée de bagnard, il se précipita directement avenue du Bois, au bureau ministériel d'Henri Frenay, avant même d'aller embrasser les siens.

A ce colloque consacré essentiellement

(suite page 12)

ROBERT CORNILLEAU

(suite de la page 10)

de santé est une chose; mais en faire l'apprentissage plus tard en est une autre. S'il n'a pas sillonné le pays à bicyclette, ce que sa vue ne lui eût pas permis, il lui est arrivé bien des fois de devoir faire des visites nocturnes, l'hiver, dans des fermes isolées. Et il souffrait cruellement du froid. La nuit, force lui était d'y aller à pied. . . Il avait acquis une voiture; mais, incapable de conduire lui-même à cause de ses mauvais yeux, il devait avoir recours aux services d'un chauffeur. Celui-ci habitait Paramé, et, au Prieuré, il n'y avait pas de téléphone. . . Et ses filles étaient trop jeunes, à l'époque, pour mener leur père dans ses courses de nuit. Alors, il partait, souvent dans la neige dont ce premier hiver de guerre fit à la Bretagne la surprise, par les chemins mouillés, porter à ses frères humains le réconfort de son savoir et, plus encore, de son amitié.

Certains s'en souviennent. . .

Sinon, pourquoi trouverait-on, chaque Toussaint, fidèlement sur sa tombe, une bruyère splendide dont l'identité du donateur n'a pu encore être identifiée.

(à suivre)

(1) Madame de PIERPONT connue comme romancière sous le nom de «Eve de Bonneville»

(2) Mort au Champ d'Honneur en 1916

(3) Ancien Rédacteur en chef de «l'Ouest-Eclair».

Voilà bientôt cinq ans que nous a quittés l'historien Emile Coornaert, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, inhumé à Allarmont (Vosges) dans sa 94^e année — il serait quasi centenaire aujourd'hui —, le 29 février 1980, au lendemain de sa messe de funérailles à Saint-Etienne-du-Mont (Paris V^e), proche de son domicile du 3 rue Paillet, aux portes de notre vieille Sorbonne.

Notre éminent ami Emile Coornaert fut un grand spécialiste de l'histoire économique et sociale. Agrégé de l'Université, il enseigna successivement aux lycées d'Alençon, de Nancy et de Paris (Condorcet). Elu professeur à l'Ecole pratique des hautes études (4^e section) en 1930, il entra bientôt au Collège de France où lui fut confiée en 1936 la chaire d'histoire du travail. En 1958, il est élu à l'Académie des inscriptions et belles-lettres, puis à l'Académie royale flamande. Le Grand prix littéraire de la Ville de Paris viendra couronner son oeuvre d'historien de réputation internationale.

Outre sa thèse sur la draperie-sayerterrie de Hondschote (Nord), — où il naquit le 31 août 1886 et dont notre ami Claude Gosset, fils de Paul, est actuellement le maire (CDS) —, on doit à Emile Coornaert ses importants ouvrages sur «Les corporations en France avant 1789»; «La Flandre française de langue flamande» (Ed. ouvrières) sur la Flandre flamingante (deux arrondissements aujourd'hui réunis de Dunkerque et Hazebrouck) où la domination espagnole laissa longtemps des souvenirs et où Louis XIV alla jusqu'à signer une ordonnance rédigée en flamand; «Les Compagnonnages», remarquable mise au point sur ces travailleurs qui, depuis le Moyen-Age, ont constitué une province particulière de l'esprit; «Les Français et le Commerce international à Anvers, fin du XV^e-XVI^e siècle», vaste fresque en deux volumes.

Engagé volontaire pendant la guerre de 1914-1918, il participa activement à la Résistance au cours de la seconde guerre mondiale. Officier de la Légion d'honneur, il était croix de guerre 1914-1918, et médaillé de la Résistance.

Militant fidèle du PDP puis du MRP, Emile Coornaert fut un temps en 1946 le premier directeur du cabinet de Francisque Gay, vice-président du Conseil. Il signa de brillants éditoriaux de «L'aube» dont il fut membre du Comité de direction : il entoura alors de sa sollicitude attentive les jeunes rédacteurs d'août 1944 qui restent respectueusement fidèles à sa mémoire.

Georges VERPRAET

NOTES DE LECTURE

(suite de la page 11)

aux années de guerre et d'avant-guerre, il fut beaucoup moins question de l'homme politique et des formations politiques qui le marquèrent successivement, après qu'il eut été tenté par «L'Action française» en 1926 : Jeune République, P.D.P., MRP, RPF, avant que de Gaulle ne le nommât ministre de la Guerre (sur proposition de Maurice Schumann) en 1946, puis à partir de 1959 Garde des Sceaux, Ministre de la Culture, membre du Conseil constitutionnel.

Georges VERPRAET

LA LIBERTE GUIDE MES PAS

par Louis PAUWELS

(Albin Michel, 350 pages)

Ai-je mauvais esprit ? Probablement car, en lisant deux ans et demi de chroniques de Louis PAUWELS, publiées dans son journal et reprises dans un livre «la liberté guide mes pas», je ne puis m'empêcher de voir une certaine convergence entre lui et un certain retour dans l'arène politique.

Certes beaucoup des idées et des analyses de l'auteur sont les nôtres. Voilà qui va nous faire taxer de l'abomination d'être «de droite». Comme si ce mot avait encore un sens ailleurs que dans la bouche des émules de notre actuel chevalier à la rose qui travaillent dans le «rétro» (ils n'y connaissent point de chômage) et dont BARRES disait déjà : «leurs espoirs sont des souvenirs et leurs anticipations des réminiscences».

Louis Pauwels, qui revendique une «place d'opposant dans un monde qui se collectivise» se fait ici le chantre du libéralisme, de la libre entreprise et de la responsabilité de l'homme face à son destin d'homme. A longueur de chroniques, il vilipende, non «le peuple de gauche» (d'ailleurs existe-t-il en tant que tel ?), mais ceux qui veulent le conduire sur les nuages roses de l'il-

lusion, comme ceux qui ont mené où nous savons les républiques de WEIMAR et de VIENNE avant 1933-34, ou les naïfs idéalistes qui, tels ALLENDE ou BÉNES, ont précipité leurs peuples, pourtant si différents, dans une même dictature, où la pensée libre est le péché suprême.

L'auteur abonde en formules à l'emporte-pièce pour fustiger les actes de ceux qui nous gouvernent : «je m'étonne, dit-il, qu'un parti ayant disposé de tant d'années, de tant d'experts et de tant de sages pour se préparer au gouvernement, sautille parfois dans la législation comme un ouïstiti dans des doubles rideaux.» «M^r MAUROY, une impersonnalité de premier plan.» «La social-démocratie m'a toujours fait l'effet d'une marche à reculons de la bourgeoisie, aussi vide de pensée qu'un homard et, comme le homard, molle sous la carapace.» «La politique de détente, pour les Soviétiques, signifie qu'il faut avoir le doigt sur la détente pour que les pays à conquérir ne bougent pas.» «Quand on vend de la poussière, il ne faut pas s'étonner qu'un petit coup de vent ruine votre stock.»

Arrêtons là les citations. Tout le livre est de la même veine.

Méditons aussi la devise de M^r ALLENDE, que M^r MITTERRAND semble avoir faite sienne : «le devoir suprême est de servir, non pas la vérité, mais la révolution» !

Les meilleures pages du livre, en plus de celles où l'auteur se montre farouche révisionniste de la Constitution, notamment de l'élection du Président de la République au suffrage universel, me semblent être celles qui analysent les affinités, les similitudes entre fascisme et socialisme, dont la même religion est le collectivisme niveleur et le même ennemi tout ce qui tend au bonheur individuel, tout ce qui repose sur l'homme éternel, libre et responsable.

On ne peut que souscrire à ces vues. Mais n'ayons garde d'oublier que le libéralisme intégral, dont se réclame l'auteur dans ce vigoureux pamphlet, ne semble pas être pour demain. Je ne parle pas du respect des échéances électorales, que je n'ai pas à apprécier ici. Je crains surtout que nos concitoyens mettent quelque temps à secouer la

passivité civique dans laquelle on les a depuis trop longtemps plongés. Et je ne crois pas que l'économie de total «laisser faire» soit l'idéal vers lequel tendre. Il faut tout de même que le ciel aide un peu ceux qui veulent s'aider beaucoup.

J'avais peur, en commençant, d'être étiquetée «de droite». M^r Pauwels va-t-il me ranger maintenant parmi les socialistes qu'il abhorre ?

Jeanne AMBROSINI

LE M.R.P DANS LE NORD ET LE PAS DE CALAIS 1944-1967

par Bruno BETHOUART

(Les Editions des Beffrois, 166 pages
23, rue Vauban, Dunkerque)

Ce livre, préfacé par Maurice Schumann et présenté par Jules Catoire et André Diligent, est le résumé d'une thèse de doctorat de 3^e cycle.

Il rappelle que le Mouvement Républicain Populaire en France et particulièrement dans le Nord-Pas de Calais, n'est pas le fruit du hasard. Il s'enracine dans une tradition longtemps minoritaire mais très active : des personnalités régionales comme l'abbé Lemire, Victor Diligent, Philippe Gerber et Joseph Sauty ont préparé le terrain avant la guerre.

Le M. R. P. est né dans la résistance à l'occupant. Il avait pour but de préparer un nouvel avenir pour la France.

Sous l'impulsion de Maurice Schumann dans le Nord, de Jules Catoire dans le Pas de Calais, le M. R. P. a rassemblé tous ceux qui n'avaient pas choisi l'option socialiste ou communiste. Au début il a obtenu de grands succès, dépassant parfois 40 % des suffrages exprimés. Puis les gaullistes ont quitté le navire et le déclin électoral est venu, mais l'esprit de la démocratie-chrétienne est resté vivant dans la région.